

STOP aux déserts médicaux et STOP aux incendies qui brûlent nos écoles.

Pétition pour qu'il y ait des médecins à proximité, pour tous et dans des délais raisonnables.

3 chiffres alarmants

-100 000 médecins manquent en France actuellement.

-80 % des Français ont renoncé à des soins en 2025, trop loin, trop d'attente parfois trop cher.

-16000 étudiants rejetés en 2026 par les universités en fin de première année de médecine, quel que soit leur niveau, c'est la guillotine des vocations de soigner et une condamnation à l'exil pour se former à l'étranger dans des conditions aléatoires coûteuses et donc injustes. Les 12000 rescapés par an, ceux qui sont admis à poursuivre se voient imposer un second concours 6 ans plus tard sans libre choix de leur spécialité. C'est de la maltraitance.

C'est le résultat de 50 années de numérus clausus jusque 2019 et depuis, les universités ne peuvent combler ce déficit par manque de moyens humains, manque de moyens matériels et manque de budget. La France a perdu depuis 2001 sa place de n°1 au monde pour la Santé, elle n'est plus dans les 10 premiers, même en Europe mais la France reste championne du monde de la durée des études de médecine, avec 10 voir 15 ans selon les spécialités.

Sans une forte réaction, les 100 000 médecins qui manquent, nos universités les promettent pour 2050 car la situation va encore s'aggraver pendant des années puisqu'il y aura beaucoup plus de départs en retraite que d'arrivée de nouveaux médecins.

Le manque de médecins c'est un manque de soins, plus de maladies, plus de décès mais pas seulement.

C'est aussi la fermeture d'établissements de Santé de proximité, toujours premiers employeurs locaux, avec en conséquence, un exode rural, une baisse de natalité, une menace pour l'équilibre des retraites, tous les ingrédients pour une récession économique.

Voici l'ordonnance en quatre points pour remédicaliser la France,

plus de médecins, plus vite et plus près des territoires en souffrance.

-Le nombre, c'est plus de médecins, avec 20 000 étudiants par an dans la filière au lieu des 12000 d'aujourd'hui, et cela, grâce à des cours en ligne et sans sélection en fin de première année.

-la durée, c'est plus vite, avec une formation en 5 ans au lieu des 10 ans minimum dans le format actuel avec 2 ans de survol général, 2 ans d'approfondissement et une année de confirmation avec dès la première année, de front la théorie et la pratique sur le terrain au lieu de la 4 ième année actuellement.

-la qualité, sans jamais la sacrifier pour la vitesse avec un médecin sénior pour encadrer 5 étudiants sur le terrain et un contrôle continu géré par l'intelligence artificielle, pour accompagner pas pour sélectionner.

-la territorialité, plus près des territoires en souffrance, pendant les 5 années de formation, dans les maisons médicales et tous les établissements de soins de proximité avec une pérennité assurée par 2 années dues de plein exercice sur site en qualité de médecin avant le titre de docteur en médecine et la liberté d'installation sur tout le territoire.

Le contrat sera très clair dès le début, 5 ans plus 2 au lieu 10 + 5.

Si vous signez cette pétition, elle peut se transformer très vite en proposition de réforme avec l'aide d'un Sénateur déjà informé.

Pour ceux qui veulent comprendre l'urgence de cette pétition au Sénat et la synergie qui s'anime entre Santé et Education.

Lisez la suite...

Cette pétition est à l'initiative de Paul Montserrat, médecin de 66 ans qui exerce la cardiologie à Bordeaux.

Cette réforme fera plus que s'auto financer car elle s'accompagne d'une modernisation de la carte vitale qui devient intelligente en se couplant avec l'IA pour bloquer la fraude et les dépenses médicales inutiles.

Plusieurs milliards échapperaient ainsi au gaspillage chaque année dès 2027.

Ces milliards financeraient en 5 ans la rénovation urgente des hôpitaux délabrés mais aussi la rénovation de nos écoles tout aussi délabrées.

C'est bien mieux que de les bruler, la France a déjà connu bien assez d'incendies cet été !

Ce médecin est très motivé, il explique pourquoi il alerte aujourd'hui le Sénat et tout particulièrement un sénateur déjà à l'œuvre dans son département mais tout cela ne sera possible que si cette pétition obtient le soutien d'un maximum de citoyens.

La moitié du Sénat vient d'être renouvelée pour six années le 27 septembre 2026, le Sénat c'est la bouée de sauvetage de nos institutions, stable pour 6 ans car sans risque de dissolution.

Ce médecin nous explique,

"Je pourrais être en retraite depuis 3 ans car j'ai commencé à travailler en 1976 comme brancardier à l'hôpital de Calais lorsque j'avais 16 ans mais si je prends ma retraite je ferme mon cabinet

médical faute de médecin même à Bordeaux alors pensez bien comment c'est critique dans toute la France rurale.

Hier j'ai été alerté par la famille d'un patient qui a attendu 12 heures sur un brancard avant d'être pris en charge dans un service d'urgences sur ce que l'on appelle hypocritement "un lit-brancard".

Alerté aussi par des pompiers qui faute de médecin disponible ont attendu avec un patient pendant plus d'une heure qu'un médecin soit disponible pour prendre le relais alors même que des écoles brûlent !

Les hôpitaux de proximité sont saturés et en faillite, recevant 60 % d'admissions inutiles qui arrivent faute de médecins en ville pour les prendre en charge. Il en manque aussi pour les écoles.

Hier encore des patients de Marmande en Lot et Garonne m'ont alerté du dépeçage de leur hôpital par l'ARS parce que les médecins des urgences seraient trop payés et parce que la maternité ne fait que 620 accouchements par an alors qu'il en faut 1000 pour être rentable.

Une fermeture de maternité c'est encore moins de naissance alors que l'effondrement de la natalité menace l'équilibre de nos retraites dès 2040 ! Si les médecins urgentistes partent c'est la fermeture annoncée d'un hôpital. Un million d'euros suffirait pour soutenir cet hôpital de Marmande jusqu'à l'arrivée des nouveaux médecins urgentistes grâce à notre réforme, grâce à votre signature de la pétition !

Depuis des années des patients viennent du Lot et Garonne, de Dordogne ou des Charentes toutes les semaines à ma consultation de cardiologie sur Bordeaux. Il n'y a plus de spécialistes dans leurs régions et même les médecins généralistes partent en retraite sans être remplacés.

Ces parents pleurent aussi que leurs enfants ont voulu faire médecine et ont été rejetés en fin de première année, même avec de bonnes notes, leur vocation a été sacrifiée.

Cette pétition peut dire STOP à toutes ces incohérences".

Le docteur Paul Montserrat à l'initiative de cette pétition, a l'expertise de la formation médicale après avoir enseigné la théorie pendant 5 années à la faculté de médecine de Lille puis à l'école de Santé inter-armée à Bordeaux. Il a formé en CHU sur le terrain, des internes en médecine pendant 8 ans. Il a fait sa médecine en 5 ans, c'était en 1982 avant internet ; alors

maintenant avec l'intelligence artificielle tout est plus simple et il n'en fallait pas plus pour qu'il sorte de son cabinet pour faire connaître le projet.

A 66 ans il exerce toujours la cardiologie interventionnelle, l'urgence il connaît, il soigne le cœur et c'est bien le cœur de la France qui souffre en urgence. Ce médecin a déjà convaincu de nombreux confrères. Il a sillonné les mairies, 150 en Gironde cet été face aux élus mais aussi en Dordogne, en Lot et Garonne, en Charentes puis en dehors de Nouvelle Aquitaine jusque dans le Grand Est en Haute Marne le 22 juin devant plus de 80 élus.

Dès 2032, la première promotion de médecins en 5 ans serait en poste pour deux années dans les territoires en souffrance ; beaucoup voudront y rester après le travail sur l'attractivité des territoires. Ce travail Paul Montserrat l'a déjà commencé dans le Grand Est en Haute Marne avec Eric Darbot président d'une communauté de communes au nom prédestiné *''des savoirs-faires''*. L'analyse du besoin territorial sera menée en poursuivant le recensement déjà en cours depuis le printemps avec une fiche d'évaluation du besoin médical des communes sur plusieurs départements de Nouvelle Aquitaine. Cette diffusion va être très rapidement élargie à toutes les mairies de France.

Dès 2030, les nouveaux étudiants en médecine seraient qualifiés médecins de pratique avancée pour assurer le premier accueil médical dans les services d'urgence des établissements de santé aujourd'hui saturés par 60% d'admissions inutiles par carence des médecins de ville.

Finis la guillotine des vocations médicales en fin de première année.

Finis l'exil vers l'étranger pour se former de façon aléatoire, coûteuse et injuste.

Les deux devises de la réforme :

''Plus de médecins, plus vite et plus près des territoires en souffrance''

''Moins de contraintes pour les étudiants et plus d'attractivité pour les territoires en souffrance''

Notre réflexion est partagée au sein d'une association loi 1901 *''docteur France 2027''* sans étiquette rassemblant des travailleurs de terrain et des élites d'expertise hors de tous les partis politiques et de tous les communautarismes.

La Santé et l'Education ne sont pas nos seuls sujets d'intérêts et nous sommes très ouverts aux apports de la critique dans l'esprit d'une démocratie participative.

Il y aura un temps de répression pour les agresseurs et les casseurs mais il faut aussi éclairer l'avenir de tous, particulièrement l'avenir des jeunes qui doivent cesser de bruler les écoles et doivent se réconcilier avec une nouvelle gouvernance qui soit à l'écoute du terrain, c'est pourquoi nos propositions de réformes sont issues de la France qui travaille.

Il serait bon, un jour, que pour briguer des mandats de responsabilités politiques il faille avoir exercé préalablement pendant 10 ans une activité professionnelle.

Notre devise : "Soigner la France pour un avenir radieux"

Vous signez ?